

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2001 — 638

[C — 2001/27133]

8 FEVRIER 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 1^{er} *bis*, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 juillet 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 septembre 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis n° 30.666/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 janvier 2001 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999;

Considérant que dans la perspective d'un développement durable des aéroports relevant de la Région wallonne, il s'impose de mettre en œuvre des solutions urgentes et adéquates pour réduire les effets négatifs dans la première zone du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne tout en y favorisant l'implantation d'activités économiques complémentaires;

Considérant en effet, que la détermination d'un plan d'exposition au bruit aéroportuaire, basé sur un inventaire permanent des niveaux d'exposition au bruit et complété par des mesures d'accompagnement, anticipe, efficacement, les recommandations du 5^e programme d'action de protection de l'environnement de l'Union européenne;

Considérant que dans la zone géographique du plan d'exposition au bruit où on constate une nuisance sonore continue, égale ou supérieure à Ldn 70 dB (A), dite "zone A", la protection des habitants exposés à une telle nuisance sonore constitue un objectif prioritaire en matière d'environnement et de santé publique;

Considérant que les mesures les plus adéquates sont celles qui s'adressent aux riverains propriétaires ou aux locataires d'un logement, avant une date fixée par le Gouvernement wallon lors de la délimitation de la zone A;

Sur proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. - *Disposition introductive*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "zone A" : la première zone géographique du plan d'exposition au bruit des aéroports relevant de la Région wallonne telle que délimitée par arrêté du Gouvernement;

2° locataire : tout titulaire d'un bail de résidence principale portant sur un logement qui est situé en zone A et que :

a) s'agissant de la zone A de l'aéroport de Liège-Bierset, l'intéressé occupait avant le 1^{er} juillet 1998 et occupe encore le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté;

b) s'agissant de la zone A de tout autre aéroport relevant de la Région wallonne, l'intéressé occupait au moins un mois avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement délimitant la zone A et occupe encore le jour de cette entrée en vigueur;

3° ménage : les personnes qui vivent ensemble sous le même toit et s'organisent en commun pour pourvoir aux besoins de la vie courante et ce, qu'elles soient ou qu'elles ne soient pas unies par des liens de parenté;

4° administration : la Direction générale des Transports du Ministère wallon de l'Equipeement et des Transports.

CHAPITRE II. - *Champ d'application*

Art. 2. Le Gouvernement attribue une prime de déménagement d'un montant de 150 000 francs ou 3 718,4 euro aux locataires visés à l'article 1^{er}, 2°, du présent arrêté et qui en font la demande conformément aux règles prévues par ledit arrêté.

CHAPITRE III. - *Procédure*

Art. 3. Le locataire introduit la demande de prime accompagnée de toute pièce permettant d'établir que sont remplies les conditions visées à l'article 1^{er}, 2°, auprès de l'administration et ce, par pli recommandé à la poste, dans un délai de 24 mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté pour l'aéroport de Liège-Bierset et dans un délai de 24 mois à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté délimitant la zone A, en ce qui concerne tout autre aéroport relevant de la Région wallonne.

Art. 4. Il ne peut être attribué qu'une seule prime par ménage.

Art. 5. La décision d'attribuer ou de refuser la prime est notifiée au locataire, par pli recommandé à la poste, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande par son destinataire.

Art. 6. Le paiement de la prime est soumis à la condition que les locataires produisent, dans un délai de cinq ans à dater de la notification de la décision d'attribution, un extrait de domiciliation délivré par la commune sur le territoire de laquelle le nouveau logement, non répertorié en zone A, est situé.

La prime est liquidée dans les trente jours à compter de la réception de la demande de paiement visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE IV. - *Dispositions finales*

Art. 7. Le Ministre qui a la gestion aéroportuaire dans ses attributions étend le champ d'application des dispositions prévues au présent arrêté, à tout locataire d'un logement situé en dehors de la zone A, à la seule condition qu'il soit démontré qu'il subit une nuisance sonore exprimée en Ldn, égale ou supérieure à 70 dB (A), tel que cet indicateur est défini dans l'article 1^{er} *bis* de la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit.

Le Ministre qui a la gestion aéroportuaire dans ses attributions détermine les conditions dans lesquelles est apportée la preuve qu'un locataire d'un logement situé en dehors de la zone A subit une nuisance sonore exprimée en Ldn, égale ou supérieure à 70 dB (A) ainsi que les modalités d'introduction de la demande et de liquidation de la prime et les délais y afférents.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 est abrogé.

Art. 9. A l'exception de l'article 3, le présent arrêté s'applique aux personnes qui ont introduit une demande de prime sur la base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 novembre 1998 fixant les mesures d'accompagnement relatives aux locataires de la première zone du plan d'exposition au bruit (zone A) des aéroports relevant de la Région wallonne, modifié le 27 mai 1999.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre qui a la gestion des aéroports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 8 février 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2001 — 638

[C — 2001/27133]

8. FEBRUAR 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Mieter der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des durch das Dekret vom 1. April 1999 eingefügten Artikels *1bis*;

Aufgrund des am 19. Juli 2000 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 28. September 2000 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 17. Januar 2001 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 30.666/4 des Staatsrats;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. November 1998 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Mieter der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999;

In der Erwägung, dass es in Aussicht auf eine nachhaltige Entwicklung zwingend geboten ist, dringende und angemessene Lösungen anzuwenden, um die negativen Auswirkungen in der ersten Zone des Lärmbelastungsplans der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu senken und dort gleichzeitig die Ansiedlung zusätzlicher wirtschaftlicher Tätigkeiten zu fördern;

In der Erwägung, dass in der Tat die Bestimmung eines Fluglärmbelastungsplans, der auf einem regelmäßig aufgestellten Inventar des Belastungspegels beruht und durch Begleitmaßnahmen, Gegenstand des vorliegenden Erlasses, ergänzt wird, den Leitlinien des fünften Aktionsprogramms für den Umweltschutz der Europäischen Union zuvorkommt;

In der Erwägung, dass in dem für den Lärmbelastungsplan geographisch festgelegten Gebiet, in dem eine anhaltende Lärmbelastung mit einem Wert Ldn von 70 dB (A) oder mehr, genannt "Zone A", festgestellt wird, der Schutz der einer derartigen Lärmbelastung ausgesetzten Einwohner eine vorrangige Zielsetzung in Sachen Umwelt und öffentliche Gesundheit darstellt;

In der Erwägung, dass die am besten geeigneten Maßnahmen diejenigen sind, die sich an die Anwohner richten, die vor einem von der Wallonischen Regierung bei der Abgrenzung der Zone A festgelegten Datum Eigentümer oder Mieter einer Wohnung sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

Beschließt:

KAPITEL I - Einführungsbestimmung

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Zone A: die erste geographische Zone des Lärmbelastungsplans der unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen, so wie sie durch Erlass der Wallonischen Regierung abgegrenzt wurde;

2° Mieter: jeder Inhaber eines Mietvertrags für einen Hauptwohnsitz, der sich auf eine innerhalb der Zone A gelegene Wohnung bezieht, die er:

a) betreffend die Zone A des Flughafens von Lüttich-Bierset vor dem 1. Juli 1998 bewohnte und am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses noch bewohnt;

b) betreffend die Zone A eines sonstigen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughafens wenigstens einen Monat vor dem Inkrafttreten des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A bewohnte und am Tag dieses Inkrafttretens noch bewohnt;

3° Haushalt: die Personen, die gemeinsam unter einem Dach leben und zusammen für die Bedürfnisse des täglichen Lebens aufkommen, unabhängig davon, ob sie verwandt sind oder nicht;

4° Verwaltung: die Generaldirektion des Transportwesens des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen.

KAPITEL II - Anwendungsbereich

Art. 2 - Die Regierung gewährt den in Artikel 1, 2° angeführten Mietern, die gemäß den durch den diesen Erlass vorgesehenen Bestimmungen einen diesbezüglichen Antrag stellen, eine Umzugsprämie in Höhe von 150 000 BEF (3 718,4 Euro).

KAPITEL III - Verfahren

Art. 3 - Der Mieter reicht seinen Prämienantrag gemeinsam mit allen Belegen, anhand deren festzustellen ist, dass die in Artikel 1, 2° festgelegten Bedingungen erfüllt sind, bei der Verwaltung ein, und zwar mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb von 24 Monaten ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses für den Flughafen von Lüttich-Bierset und innerhalb von 24 Monaten ab dem Inkrafttreten des Erlasses zur Abgrenzung der Zone A für alle anderen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallenden Flughäfen.

Art. 4 - Pro Haushalt kann nur eine einzige Prämie gewährt werden.

Art. 5 - Die Entscheidung, ob eine Prämie gewährt oder verweigert wird, wird dem Mieter mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab dem Tag, an dem der Antrag dem Empfänger zugestellt wurde, notifiziert.

Art. 6 - Die Prämie wird nur unter der Bedingung ausgezahlt, dass der Mieter innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab der Notifizierung der vorerwähnten Entscheidung eine von der Gemeinde, auf deren Gebiet (das nicht als Zone A ausgewiesen ist) sich die neue Wohnung befindet, ausgestellte Anmeldebescheinigung vorlegt.

Die Prämie wird innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang der in Absatz 1 angeführten Zahlungsantrags ausgezahlt.

KAPITEL IV - Schlussbestimmungen

Art. 7 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, dehnt den Anwendungsbereich der in dem vorliegenden Erlass vorgesehenen Bestimmungen aus auf jeden Mieter einer außerhalb der Zone A gelegenen Wohnung, und zwar unter der einzigen Bedingung, dass der Nachweis gebracht werden kann, dass diese Person eine Lärmbelästigung erleidet, die, in Ldn ausgedrückt, 70 dB (A) oder mehr beträgt, so wie dieser Anzeiger in Artikel 1bis des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung bestimmt wird.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, legt die Bedingungen fest, unter denen der Beweis erbracht wird, dass ein Mieter einer außerhalb der Zone A gelegenen Wohnung eine Lärmbelästigung erleidet, die, in Ldn ausgedrückt, 70 dB (A) oder mehr beträgt, sowie die zu beachtenden Bestimmungen für das Einreichen des Antrags, die Zahlung der Prämie und die damit verbundenen Fristen.

Art. 8 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. November 1998 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Mieter der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999, wird aufgehoben.

Art. 9 - Mit Ausnahme von Artikel 3 ist der vorliegende Erlass anwendbar auf die Personen, die einen Prämienantrag auf der Grundlage des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. November 1998 zur Festlegung der Begleitmaßnahmen bezüglich der Mieter der ersten Zone des Lärmbelastungsplans (Zone A) der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 1999, eingereicht haben.

Art. 10 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung der Flughäfen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Februar 2001

De Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2001 — 638

[C — 2001/27133]

8 FEBRUARI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van begeleidingsmaatregelen voor de huurders van woningen gelegen in de eerste zone (zone A) van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 1bis, ingevoegd bij het decreet van 1 april 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 juli 2000;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 september 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het advies nr. 30.666/4 van de Raad van State, gegeven op 17 januari 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 november 1998 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de huurders van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999;

Overwegende dat het met het oog op de duurzame ontwikkeling van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens geboden is dringend gepaste oplossingen te vinden om de negatieve gevolgen te beperken in de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens, en om de komst van bijkomende economische activiteiten te bevorderen;

Overwegende dat het plan m.b.t. de blootstelling aan luchthavengeluidshinder, dat opgemaakt is op basis van een vaste inventaris van de blootstellingsniveaus en aangevuld is met begeleidingsmaatregelen, doeltreffend anticipeert op de aanbevelingen van het vijfde milieu-actieprogramma van de Europese Unie;

Overwegende dat in de geografische zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder, met name de "zone A", waar men een constante geluidshinder van Ld.n. 70 dB (A) of meer vaststelt, de bescherming van de inwoners die aan dergelijke geluidshinder blootgesteld zijn, een prioritaire doelstelling inzake leefmilieu en volksgezondheid is;

Overwegende dat de meest gepaste maatregelen zich richten tot de eigenaars of de huurders van een woning vóór de datum die de Waalse Regering heeft vastgelegd bij de afbakening van zone A;

Op de voordracht van de Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

Besluit :

HOOFDSTUK I. - *Inleidende bepaling*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "zone A" : de eerste geografische zone op het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, zoals afgebakend bij besluit van de Waalse Regering;

2° huurder : persoon die in zone A een woning als hoofdverblijfplaats huurt en :

a) die woning vóór 1 juli 1998 bewoonde en nog steeds bewoont op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wat betreft de zone A van de luchthaven van Luik-Bierset;

b) die woning minstens één maand vóór de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Regering tot afbakening van zone A bewoonde en nog steeds bewoont op de datum van inwerkingtreding, wat betreft de zone A van de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren;

3° gezin : al dan niet aanverwante personen die onder hetzelfde dak samenwonen en samen voorzien in de behoeften van het dagelijkse leven;

4° bestuur : het Directoraat-generaal Vervoer van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

HOOFDSTUK II. - *Toepassingsgebied*

Art. 2. De Regering verleent een verhuispremie van 150 000 BEF of 3 718, 4 euro aan de in artikel 1, 2°, van dit besluit bedoelde huurders die de premie aanvragen volgens de procedure waarin dit besluit voorziet.

HOOFDSTUK III. - *Procedure*

Art. 3. Binnen 24 maanden na de inwerkingtreding van dit besluit voor de luchthaven van Luik-Bierset en binnen 24 maanden na de inwerkingtreding van het besluit tot afbakening van de zone A voor de andere luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren moet de huurder zijn premieaanvraag bij ter post aangetekend schrijven bij het bestuur indienen, samen met elk document waaruit blijkt dat de in artikel 1, 2°, bedoelde voorwaarden vervuld zijn.

Art. 4. Per gezin mag slechts één premie verleend worden.

Art. 5. Binnen twee maanden na ontvangst van de aanvraag door de geadresseerde wordt de huurder bij ter post aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissing tot verlening of weigering van de premie.

Art. 6. De premie wordt uitbetaald op voorwaarde dat de huurder binnen vijf jaar, te rekenen van de datum van kennisgeving van de toekenningsbeslissing, een domiciliëringsuittreksel overlegt, dat afgeleverd is door de gemeente waar de nieuwe woning, die niet bij zone A is ingedeeld, gelegen is.

De premie wordt uitbetaald binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag om betaling bedoeld in het eerste lid.

HOOFDSTUK IV. - *Slopbepalingen*

Art. 7. De voor het beheer van de luchthavens bevoegde Minister past de bepalingen van dit besluit toe op elke huurder van een buiten zone A gelegen woning, voor zover bewezen is dat hij blootgesteld is aan een in Ldn uitgedrukte geluidshinder van 70 dB (A) of meer, zoals omschreven in artikel 1bis van de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder.

De voor het beheer van de luchthavens bevoegde Minister bepaalt hoe bewezen moet worden dat een huurder van een buiten zone A gelegen woning blootgesteld is aan een in Ldn uitgedrukte geluidshinder van 70 dB (A) of meer, alsmede de modaliteiten en de termijnen voor de indiening van de aanvraag en de uitbetaling van de premie.

Art. 8. Het besluit van de Waalse Regering van 26 november 1998 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de huurders van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999, wordt opgeheven.

Art. 9. Met uitzondering van artikel 3 is dit besluit van toepassing op de personen die een premie hebben aangevraagd op grond van het besluit van de Waalse Regering van 26 november 1998 tot bepaling van de begeleidingsmaatregelen betreffende de huurders van de eerste zone van het plan m.b.t. de blootstelling aan geluidshinder (zone A) van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, gewijzigd op 27 mei 1999.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De voor het beheer van de luchthavens bevoegde Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 februari 2001.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 639 [C — 2001/31087]

31 AOUT 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant les arrêtés du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale par lesquels des fonctionnaires ont été désignés pour l'exercice des compétences prévues dans les ordonnances de la Région de Bruxelles-Capitale qui ont trait à des matières fiscales

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 23 juillet 1992 relative à la taxe régionale à charge des occupants d'immeubles bâtis et de titulaires de droits réels sur certains immeubles, notamment les articles 18 et 19, § 1^{er};

Vu l'ordonnance du 22 décembre 1994 relative à la reprise de la fiscalité provinciale, notamment les articles 47 et 48, § 1^{er};

Vu l'ordonnance du 27 avril 1995 relative aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, notamment les articles 14, 26 et 31;

Vu l'ordonnance du 29 mars 1996 instituant une taxe sur le déversement des eaux usées, notamment l'article 35, § 1^{er};

Vu l'ordonnance du 17 juillet 1997 modifiant la procédure de l'enquête, du recouvrement et des poursuites en matière de fiscalité régionale autonome, notamment les articles 4, 15 et 19;

Vu l'ordonnance du 29 octobre 1998 instaurant un tarif réduit pour les droits de succession en cas de transmission de petites et moyennes entreprises, notamment l'article 2;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence, motivée par la nécessité d'assurer la continuité du service;

Sur la proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ayant les Finances dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 septembre 1997 » : l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 septembre 1997 modifiant ses arrêtés du 23 mars 1995, du 15 février 1996 et du 7 novembre 1996 par lesquels les fonctionnaires ont été désignés pour l'exercice des compétences prévues dans les ordonnances instaurant des taxes régionales autonomes.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 639 [C — 2001/31087]

31 AUGUSTUS 2000. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij ambtenaren werden aangesteld voor de uitoefening van de bevoegdheden voorzien in de ordonnanties van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die betrekking hebben op fiscale materies

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 23 juli 1992 betreffende de gewestbelasting ten laste van bezetters van bebouwde eigendommen en houders van een zakelijk recht op sommige onroerende goederen, inzonderheid op de artikelen 18 en 19, § 1;

Gelet op de ordonnantie van 22 december 1994 betreffende de overname van de provinciale fiscaliteit, inzonderheid op de artikelen 47 en 48, § 1;

Gelet de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende de taxidiensten van de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur, inzonderheid op de artikelen 14, 26 en 31;

Gelet op de ordonnantie van 29 maart 1996 tot instelling van een heffing op de lozing van afvalwater, inzonderheid op artikel 35, § 1;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 1997 tot wijziging van de procedure van het onderzoek, de inning en de vervolgingen inzake gewestelijke autonome fiscaliteit, inzonderheid op de artikelen 4, 15 en 19;

Gelet op de ordonnantie van 29 oktober 1998 houdende invoering van een verlaagd tarief van successierechten in geval van overdracht van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de hoogdringendheid, gemotiveerd door de noodzaak de continuïteit van de dienst te verzekeren;

Op voordracht van de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wiens bevoegdheden de Financiën behoren;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient begrepen te worden onder « besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 september 1997 » : het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 11 september 1997 tot wijziging van haar besluiten van 23 maart 1995, 15 februari 1996 en 7 november 1996 waarbij de ambtenaren aangesteld werden voor de uitoefening van de bevoegdheden voorzien in de ordonnanties die gewestelijke autonome belastingen invoeren.